

2009/2

Bureau de dépôt : Bruxelles X 1/2219

Réconcilions climat et mobilité

DOSSIER :

Il est temps de se serrer
la ceinture énergétique !

Rapport annuel 2008

GREENPEACE

Magazine • Trimestriel • Été 2009 • juin - juillet - août • 21ème année • n° 82

www.greenpeace.be

Les opportunités ne se présentent pas toujours deux fois

L'impact de la crise financière est une réalité malheureusement tangible pour nos concitoyens d'ici et de plus loin. Face à un tel gâchis, le bon sens amène d'office deux questions : « Que mettre en place pour éviter que ça ne se reproduise ? » et « Comment en sortir ? »

Au-delà des mesures de régulation bancaire et financière, il est temps de se dire que l'économie, telle qu'elle a fonctionné ces dernières années en encourageant un consumérisme à l'extrême et une croissance à toute fin, est néfaste à la survie de notre planète. Il est temps aussi de faire en sorte que les prix des biens reflètent leur vrai coût environnemental et de repenser la fiscalité pour qu'elle pèse sur ceux qui dilapident les ressources naturelles ou émettent trop de CO₂. Il est enfin nécessaire de réviser le calcul du PIB pour éviter que le gaspillage des ressources naturelles se traduise par une croissance de celui-ci, comme c'est le cas aujourd'hui.

Sur la deuxième question, les gouvernements du monde entier se sont souvenus d'un président américain d'avant-guerre, Roosevelt et de son New Deal, pour s'en inspirer et réinjecter des masses de moyens publics dans la relance de ces marchés devenus fous. Belle et forte initiative en soi. A-t-on insufflé assez d'argent ? Comment va-t-on gérer les déficits publics qui en découlent ? Il ne nous appartient pas ici de répondre à ces questions, mais sur le contenu des mesures de relance, en revanche, nous avons le sentiment d'une opportunité ratée. Le fameux Green New Deal, vanté aussi bien par le New Economics Foundation en Angleterre que par notre ancien directeur Olivier Deleuze à la PNUE ⁽¹⁾ était LA solution pour à la fois relancer une économie riche en emplois souvent non délocalisables et faire face à ce qui s'avérera bien plus grave que la crise financière, à savoir la crise climatique.

Investir dans des infrastructures qui ne visent pas à lutter contre les émissions de CO₂ n'a en effet aucun sens. A défaut d'un Green New Deal, il nous est au moins laissée la possibilité de faire entendre notre voix lors des élections régionales qui s'annoncent : dans les cartons des politiques du Nord comme du Sud du pays, on trouve des idées dépassées d'augmenter la capacité autoroutière du Ring à Bruxelles (Région flamande) entre 12 et 17 bandes (!) ou de construire une coûteuse liaison autour de Liège (liaison CHB). Comme si ces politiques ne savaient pas

que les transports compaient pour plus de 18% dans les émissions de CO₂ !

A nous tous de le leur rappeler le 7 juin prochain et de ne pas rater cette seconde opportunité !

Michel Genet
Directeur
Greenpeace Belgique

⁽¹⁾ Programme des Nations unies pour l'Environnement.

2009/2 Eté

[INTERNATIONAL]

- 3 Autour du monde**
Rapide survol des actions menées par Greenpeace aux quatre coins du monde.
- 4-5 Biodiversité**
L'Amazonie bientôt transformée en pâtures ?
- 6 Substances toxiques**
47.000 voix pour une high-tech plus verte : message enfin reçu par Philips.

[EN BELGIQUE]

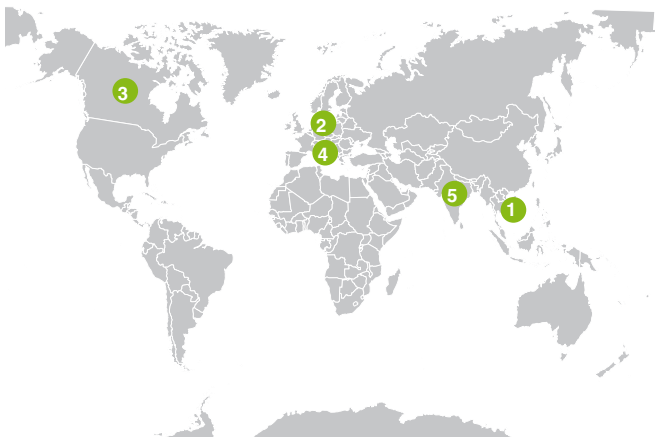
- 7 Biodiversité**
L'abattage industriel menace les forêts de RDC.
- 8-9 Climat**
La Belgique peut se passer du nucléaire !
- 10-11 Climat**
Réconcilions climat et mobilité.
- 12 Climat**
Ministres des Finances privés de sortie. Vous aussi agissez pour le climat !
- 13-14 Greenpeace et vous**
Votre opinion compte. Participez aux actions de Greenpeace. Soutenez Greenpeace par un testament ou une donation.

[DOSSIER]

Les scientifiques sont formels : les pays industrialisés doivent réduire, de manière drastique et urgente, leurs émissions de CO₂. Chacun doit y mettre du sien : le politique, l'industrie et nous tous, en tant que consommateurs ! Via ce dossier, Greenpeace a tenu à transmettre quelques « recettes » pour nous mettre à la diète énergétique sans rien perdre de notre confort !

Greenpeace magazine est réalisé conjointement par les bureaux de Greenpeace Belgique et Luxembourg ■ **Rédaction et traduction** : Joke Buts, Jelle De Mey, Lieve De Meyer et Caroline Vetter ■ **Conception** : Griet Wittoek ■ **Impression** : Massoz ■ **Imprimé** sur Cyclus Print, papier 100% recyclé blanchi sans chlore ■ **Ont collaboré à ce numéro** : Natacha Adam, Fawaz Al Bitar, Elysabeth Loos, Petra Matthes, Joeri Thijs, Jan Vande Putte. ■ **Photo couverture** : © Greenpeace/Reynaers ■ **Belgique** : éditeur responsable : Michel Genet, chaussée de Haecht, 159, 1030 Bruxelles, tél 02 274.02.00, fax 02 274.02.30. www.greenpeace.be. banque 001-1380706-84. n° agrégation : P501034 ■ **Luxembourg** : Daniela Pichler, BP 229, 4003 Esch-sur-Alzette, tél 54 62 52-1. www.greenpeace.lu





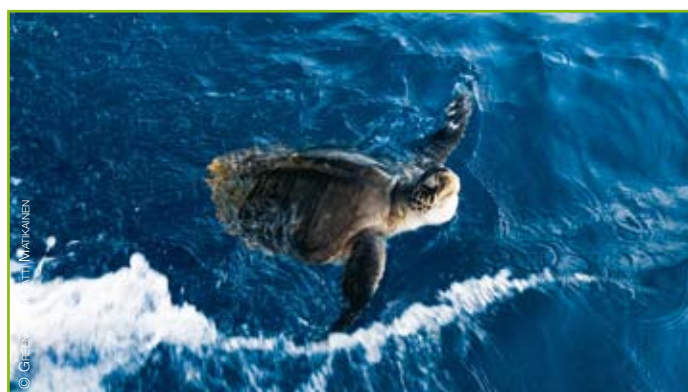
1 PHILIPPINES, THAÏLANDE les rizières en terrasses d'Ifugao, aux Philippines, qui font partie du patrimoine de l'UNESCO, ont été déclarées sans OGM. Pour appuyer cette déclaration, Greenpeace a mis en place le message « GMO free zone » sur le site. En Thaïlande, des centaines de sympathisants, bénévoles et paysans ont planté du riz biologique dans la province de Ratchaburi, tentant de réaliser une véritable œuvre d'art : ils ont utilisé deux semences de riz différentes, qui coloreront les rizières en vert et en mauve lorsque les plants se seront développés, d'ici quatre mois. Ces actions n'ont pas été menées au hasard : le riche héritage du riz d'Asie est aujourd'hui menacé par les OGM qui impliquent des risques pour la biodiversité, les revenus des paysans et le choix des consommateurs. Via ses actions, Greenpeace demande aux autorités nationales de ne pas céder à la pression de puissantes entreprises agrochimiques et de maintenir l'interdiction de cultiver des OGM.

2 ALLEMAGNE les cultures transgéniques n'ont décidément pas la cote ! L'Allemagne est le sixième pays de l'Union européenne à interdire la culture du maïs OGM MON810 de Monsanto, la seule culture transgénique à être autorisée à des fins commerciales dans la région. Avant elle, la France, la Grèce, l'Autriche, la Hongrie et plus récemment le Luxembourg avaient déjà pris une décision similaire.

3 CANADA victoire ! Le gouvernement de Colombie-Britannique a annoncé un plan de conservation pour la forêt du Grand Ours. Cette annonce historique est le fruit d'une campagne menée depuis plus de dix ans par Greenpeace pour assurer l'avenir de cette forêt. Il s'agit de l'un des programmes les plus rigoureux en Amérique du Nord : certaines parties sont protégées légalement de l'exploitation forestière, d'autres feront l'objet d'une exploitation peu dommageable, qui respecte entre autres le mode de vie des communautés qui y habitent. Au total, un territoire de la taille de la Belgique est désormais soustrait de l'exploitation.



4 ITALIE dans le port de Ravenne, des militants se sont enchaînés à une cargaison de bois illégal, en provenance des forêts du Liberia. Au même moment, d'autres militants ont déployé une banderole à l'entrée du Colisée, l'une des principales stations de métro de Rome. Ils ont ainsi mis en évidence le chemin de ce bois : il a été abattu illégalement au Liberia, puis acheminé vers l'Italie, pour servir à des travaux de rénovation du métro... Parallèlement, Greenpeace a insisté sur le rôle de la déforestation dans l'aggravation des changements climatiques.



5 INDE l'entreprise TATA a fait la une des médias suite au lancement de la voiture la moins chère au monde, la Nano. Mais ceci cache une histoire beaucoup moins belle : à Dhamra, TATA construit un port qui menace une plage où des milliers de tortues olivâtres pondent leurs œufs. Les travaux d'excavation ont commencé. La concrétisation de ce port drainera un trafic intense et attirera les industries... et le sort des tortues olivâtres sera rapidement scellé. Plus de 100.000 personnes ont envoyé des mails pour exprimer leur inquiétude, 200 scientifiques se sont prononcés contre la construction du port, Greenpeace a mené différentes actions... mais la construction se poursuit. Greenpeace continue à diffuser ce scandale au niveau international, en espérant que TATA finisse par abandonner ce projet.

L'Amazonie bientôt transformée en pâtures ?

Les experts climatiques sont formels : pour éviter les pires impacts des changements climatiques, il faut, entre autres, mettre rapidement un terme à la déforestation en Amazonie. Cet objectif semble irréaliste à l'heure actuelle, où les forêts partent en fumée pour y installer des pâtures. Sur le terrain, Greenpeace a visualisé la destruction, espérant par-là convaincre les politiques d'agir véritablement en faveur de la préservation de l'Amazonie.

Il y a de très nombreuses raisons de vouloir sauver l'Amazonie, la plus grande forêt tropicale au monde : d'abord, parce que plus de vingt millions de personnes y vivent et en dépendent étroitement pour leur survie. Ensuite, parce qu'elle foisonne de vies animales et végétales qui elles aussi sont tributaires de la forêt. Enfin, et chose non négligeable, l'Amazonie est un véritable puits de carbone et joue de ce fait un rôle clé dans la régulation du climat mondial.

Aujourd'hui, l'Amazonie a de plus en plus de mal à jouer ce rôle clé : les forêts y sont brûlées les unes après les autres, relâchant dans l'atmosphère le carbone contenu dans les arbres. Plus de 800 millions de tonnes de CO₂ sont ainsi libérées tous les ans. La situation est telle que le Brésil occupe le 4^{ème} rang mondial des pays émetteurs de gaz à effet de serre et que 75% de ces émissions sont directement liées à la dégradation des forêts.

L'élevage, cause principale de la déforestation

L'élevage est aujourd'hui le premier moteur de cette déforestation. Cette activité n'a cessé de s'étendre depuis le début des années 1970. Dans la partie brésilienne, 80% des terres déboisées sont converties en pâtures pour le bétail. Dix millions d'hectares ont été rasés de 1996 à 2006 pour l'élevage bovin, soit une superficie équivalente à celle de l'Islande. Le Brésil, qui est le premier exportateur mondial de viande de bœuf, souhaite représenter 60% de ce marché à l'horizon 2018, soit le double de sa part actuelle.

Les terres sont achetées à petit prix, faisant de l'élevage une activité profitable, qui s'étend à vue d'œil. Résultat, des routes fleurissent un peu partout dans la

forêt pour accéder aux pâtures... et pour transporter les bovins vers les abattoirs qui abondent dans la région. Ces trente dernières années, la construction de routes dans l'Amazonie brésilienne a été multipliée par dix.

Et lorsque les forêts ne sont pas transformées en pâtures pour l'élevage des bovins, dont la viande est ensuite exportée dans nos pays, elles le sont en vastes plantations de soja... servant à nourrir notre bétail ! Et le désastre écologique aurait sans doute été bien pire sans l'instauration, en 2006, d'un moratoire sur l'implantation de nouvelles cultures de soja dans des zones fraîchement déboisées.

Greenpeace cartographie la déforestation

Pour visualiser l'ampleur de la problématique, les experts de Greenpeace ont procédé à une analyse complète dans le Mato Grosso⁽¹⁾, l'Etat brésilien qui a le taux de déforestation le plus élevé. C'est là aussi que l'élevage est le plus important : on

compte plus de 25 millions de bovins dans ce seul Etat !

Concrètement, les experts ont utilisé des techniques d'analyse, de comparaison d'images satellite et de données montrant l'expansion des infrastructures, comme les routes et les installations liées à l'agrobusiness. Sur base de ce travail d'analyse, ils ont ensuite réalisé huit cartes qui illustrent clairement à quel point les anciennes forêts tropicales passent à la trappe au profit de l'élevage.

Greenpeace utilisera ces cartes pour faire pression sur les autorités brésiennes et pour les sensibiliser à l'urgence d'agir véritablement en faveur de la préservation de l'Amazonie. L'objectif étant de mettre un terme à la déforestation de cette immense forêt d'ici 2015.

– Caroline Veter

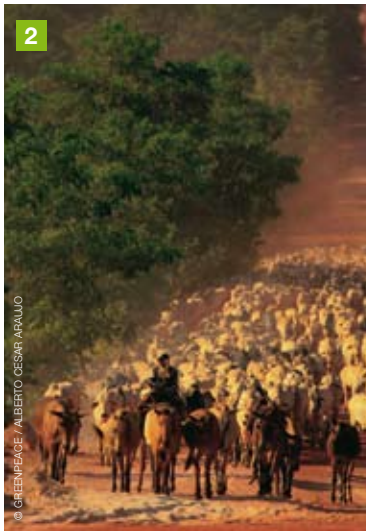
⁽¹⁾ Amazon Cattle Footprint, Greenpeace Brésil, disponible sur www.greenpeace.org

Sauver les forêts, c'est préserver le climat mondial

Dans le cadre d'un plan national sur les changements climatiques, le Brésil s'est engagé, fin 2008, à réduire la déforestation de 72% d'ici à 2017. C'est la première fois que les autorités du Brésil prennent une telle initiative et c'est une très bonne chose.

L'objectif manque toutefois de puissance : pour éviter des changements climatiques drastiques, il est impératif, selon les scientifiques, de fixer un objectif « zéro déforestation » pour l'Amazonie en 2015 au plus tard. Par ailleurs, comment le Brésil peut-il respecter son objectif pour 2017 s'il continue à raser les forêts pour transformer les parcelles en pâtures et à accorder des subventions au secteur de l'élevage ?

Les pays industrialisés ont aussi un rôle à jouer : dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques, ils doivent d'urgence mettre en place un mécanisme financier international pour lutter contre la déforestation, responsable de 20% des émissions mondiales de gaz à effet de serre.



1 Abattoir au cœur de l'Amazonie.

2 L'élevage représente la principale cause de la déforestation en Amazonie.

3 L'homme multiplie les feux de forêt en Amazonie.

4 Les terres agricoles prennent de plus en plus souvent la place des forêts...

5 Des militants de Greenpeace balisent une partie de la forêt pour y interdire l'élevage.



47.000 voix pour une high-tech plus verte : message enfin reçu par Philips

Depuis des années, Greenpeace mène campagne pour obtenir un « verdissement » du secteur électronique. En éditant régulièrement son « Guide pour une high-tech responsable », Greenpeace fait jouer la concurrence entre les firmes électroniques qui, pour la plupart, ont amélioré la qualité de leurs produits ou de leurs services. Début 2009, Philips s'est, enfin, engagé à prendre en charge la responsabilité financière du recyclage de ses produits.

En acceptant cette responsabilité, Philips fait un grand pas en avant pour solutionner les problèmes causés par nos télévisions, ordinateurs et GSM usagés. En effet, le coût du recyclage est directement lié à la quantité de substances toxiques dans les produits. Pour comprimer ce coût, le producteur, en l'occurrence Philips, aura tendance à fabriquer des produits plus propres. De façon générale, plus une entreprise fera preuve de créativité pour verdir ses produits, plus sa facture de recyclage sera revue à la baisse !

Greenpeace et les sympathisants à l'origine de cette victoire

Tout au long de 2008, Greenpeace a multiplié les initiatives pour inciter le géant de l'électronique à changer son fusil d'épaule. Pendant des mois, les experts de Greenpeace ont mis la pression sur Philips : négociations avec les dirigeants de la multinationale, discours lors de l'assemblée des actionnaires, entretiens avec le directeur général... Et tandis que

les experts faisaient leur lobby, d'autres militants menaient des actions contre les sièges de Philips aux Pays-Bas, en Inde, au Danemark, en Russie, en Italie et en Allemagne.

Greenpeace s'est également rendue sur le terrain au Ghana où finissent, illégalement, une partie de nos déchets électroniques. Sur les chantiers de démolition, Greenpeace a identifié des écrans de télévisions et autres appareils de marques Canon, Dell, Microsoft mais aussi Philips. Sur place, des travailleurs, dont de nombreux enfants, les démontent pour en retirer les métaux réutilisables... et s'exposent directement aux substances toxiques qu'ils contiennent. Les militants ont prélevé des échantillons d'eau gravement contaminée par ces « poisons » et les ont distribués devant le siège international de Philips à Amsterdam. Les militants ont ainsi rappelé à la multinationale sa responsabilité dans l'énorme pollution toxique au Ghana.

Sans oublier le soutien inconditionnel de

47.000 sympathisants des quatre coins du monde qui ont envoyé des courriers au directeur général de Philips pour l'inciter à accepter le principe de la responsabilité financière du recyclage des produits. Cette combinaison de lobby et d'actions (électroniques) aura finalement eu raison de Philips. Depuis, cette dernière est passée de la 15ème à la 4ème place du classement de Greenpeace des firmes électroniques.

– Caroline Veter

■ Agir

Vous comptez prochainement acheter un nouvel ordinateur ? Déposez votre ancien modèle dans un parc à conteneurs ou « échangez-le » contre un nouvel ordinateur : les vendeurs sont aujourd'hui obligés de reprendre votre ancien appareil au moment de l'achat. En consultant notre « Guide pour une high-tech responsable » sur www.greenpeace.be (A vous d'agir), vous découvrez les efforts des différentes firmes pour verdir leurs appareils électroniques.

A Moscou, à Copenhague et à Amsterdam, les militants de Greenpeace ont redoublé d'efforts pour inciter Philips à améliorer ses pratiques de recyclage. C'est désormais chose faite !



L'abattage industriel menace les forêts de RDC

Cela fait plusieurs mois que Greenpeace a ouvert ses portes en République Démocratique du Congo. Natacha Adam, responsable de la campagne RDC pour le bureau belge de Greenpeace, s'est rendue à Kinshasa au mois d'avril pour mieux cerner la réalité sur le terrain. Elle en a profité pour interroger Raoul Monsembula, son collègue du bureau africain.



Où se situe précisément le bureau de Greenpeace en RDC et combien de personnes y travaillent-elles ?

Le bureau se trouve à Kinshasa, dans la commune de

la Gombe. Actuellement, cinq personnes y travaillent : un chargé de mission Forêts, un conseiller politique, une responsable de l'administration, un chauffeur logisticien et un gardien de nuit.

Pouvez-vous expliquer en quelques mots le problème de la déforestation en RDC ?

La déforestation a plusieurs sources dont la principale est l'exploitation industrielle du bois. Les communautés locales et les peuples autochtones qui vivent de la forêt ou dans la forêt ne profitent pas de cette exploitation. S'il est vrai que l'exploitation artisanale, l'agriculture sur brûlis et l'utilisation du bois à des fins domestiques sont d'autres menaces éventuelles qui pèsent sur la forêt congolaise, il reste néanmoins certain que l'exploitation industrielle demeure le moteur principal de la déforestation.

Quel est l'avantage d'avoir un bureau sur place ?

Le fait d'avoir un bureau est un atout majeur

Si la destruction forestière se poursuit, le mode de vie des populations locales risque d'être bouleversé.



dans la mesure où il permet à Greenpeace de vivre directement la réalité de la gestion forestière, de pouvoir se rendre régulièrement dans les forêts et ainsi d'influencer la politique forestière du gouvernement.

Allez-vous régulièrement sur le terrain ?

Oui, nous nous rendons sur le terrain au moins une fois tous les trois mois. Heureusement, une bonne partie de la forêt est encore intacte car elle se trouve dans des zones difficiles d'accès. Sur place, nous avons régulièrement des contacts avec les communautés locales avec lesquelles nous discutons beaucoup, notamment sur les principes de bonne gestion de la forêt et comment la défendre.

Comment réagissent les populations qui vivent dans les forêts par rapport aux exploitants forestiers ?

Il existe très souvent des conflits entre les populations locales, les peuples autochtones et les exploitants. Les populations locales sont les populations environnantes des concessions forestières tandis que les peuples autochtones sont la minorité pygmée, les premiers habitants des forêts. D'ailleurs certaines d'entre elles, comme les populations du village Alibuku à 36 km de Kisangani dans la province orientale, sont en ce moment en procès contre les exploitants, en l'occurrence contre l'entreprise TMB parce qu'elle n'a pas réalisé le cahier des charges signé avec les populations. A plusieurs reprises, il y a eu des révoltes des populations contre ces exploitants. Malheureusement, la police agit toujours en faveur des exploitants en intimidant les populations locales. On dénombre quelques cas de décès lors de certaines révoltes.

Quels sont vos projets pour 2009-2010 ?

Notre planning est axé sur le suivi du processus de conversion des titres forestiers existants en contrats de concessions forestières, sur le maintien du moratoire sur l'extension de nouveaux titres forestiers et

sur le zonage participatif des forêts congolaises (c'est-à-dire le plan d'aménagement des forêts, auquel participent les populations locales). Nous soutenons également les communautés locales lorsqu'elles doivent signer le cahier des charges des exploitants. Enfin, nous faisons du lobby pour une déforestation-zéro et pour l'adoption de « Forests for Climate », un mécanisme de financement international qui rend la sauvegarde des forêts intactes plus économique que leur destruction massive.

Qu'attendez-vous du bureau belge de Greenpeace ?

Nous souhaitons qu'il sensibilise le public belge aux problèmes des forêts du Congo et qu'il influence les décisions politiques dans ce secteur.

– *Propos recueillis par Natacha Adam*

Environ 40 millions de personnes dépendent des forêts du bassin du Congo pour leur survie.



La Belgique peut se passer du nucléaire !

La loi sur la sortie du nucléaire prévoit la fermeture de toutes les centrales nucléaires belges pour 2025. Est-ce réaliste dans notre pays, où cette source d'énergie produit plus de 50% de notre électricité ? Oui, à condition d'investir aujourd'hui dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Interview avec Jan Vande Putte, spécialiste du dossier nucléaire pour Greenpeace Belgique.



Qu'en est-il du nucléaire au sein de l'Union européenne ?

Il est en recul ! Au sein de l'Europe des 15, plus aucun réacteur n'a été mis en service

depuis 1999. Certains ont même fermé leurs portes ! Il y a bien des réacteurs en construction en Finlande et en France, mais les travaux ont déjà des années de retard et les dépassements de coûts sont exorbitants. En fait, il y a beaucoup d'annonces de construction, mais peu de réalisations concrètes !

Et qu'en est-il de la sortie du nucléaire en Belgique ?

En 2003, notre pays a voté une loi sur la sortie du nucléaire. Elle prévoit une sortie graduelle du nucléaire, en commençant en 2015, par la fermeture des trois réacteurs les plus petits et les plus vétustes et en terminant entre 2022 et 2025, avec la fermeture des quatre derniers réacteurs. Il s'agissait à l'époque d'une sorte de compromis politique puisque la loi était votée en contre-partie d'un prolongement de la durée de vie des centrales nucléaires. Elles ont au départ été conçues pour durer 30 ans mais au moment de la fermeture prévue par la loi, elles auront déjà atteint 40 ans de fonctionnement...

Certains, dont Electrabel, remettent aujourd'hui cette loi en question. Ils doutent de la faisabilité de cette sortie. Disons les choses clairement : maintenir les réacteurs en service au-delà des 40 ans serait s'aventurer dans un domaine très risqué. Nous n'avons aucune expérience avec des centrales nucléaires de ce type aussi vétustes ! Ces dernières années, on a

déjà clairement observé une augmentation importante du nombre d'incidents graves dans le parc nucléaire vieillissant d'Europe, notamment en Suède et en Allemagne.

Le vrai débat n'est donc pas de savoir s'il faut ou non fermer les centrales nucléaires mais bien par quelle source d'énergie elles doivent être remplacées : faut-il construire de nouvelles centrales nucléaires ? D'un point de vue économique et environnemental, ce serait vraiment absurde. Le nucléaire est une source d'énergie très coûteuse.

Sans oublier les risques liés au nucléaire et le problème des déchets radioactifs dont à ce jour, personne ne sait que faire... Investir dans les centrales au charbon est bien sûr exclu aussi, vu leur impact sur le réchauffement planétaire.

Et donc ?

Pour nous, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique doivent prendre le relais. C'est aujourd'hui qu'il faut prendre des décisions pertinentes et investir dans ces domaines pour permettre la sortie du nucléaire demain. L'éolien par exemple a déjà fait sa place en Europe. Ce que nous projetions il y a dix ans en matière de capacité éolienne est aujourd'hui devenu réalité. En fait, la situation actuelle dépasse même nos espérances de l'époque ! L'Europe a, l'année dernière, installé plus de 8.500 MW de capacité éolienne supplémentaire. Ces éoliennes produisent à elles seules autant d'électricité que deux grandes centrales nucléaires. Et le potentiel de développement de l'éolien est énorme, notamment en Belgique !

Est-ce réaliste de fermer les premiers réacteurs en 2015 ?

Les réacteurs qui doivent fermer leurs portes en 2015 ont une capacité combinée de quelque 1.700 MW, soit 11% de la capa-

cité de production belge. Avec les investissements planifiés et/ou en cours, dans les domaines de l'éolien et de la cogénération notamment, cela ne doit poser aucun problème. Mais si la sortie du nucléaire est remise en question, les investisseurs menaceront de geler leurs projets renouvelables. Et dans ce cas, nous serons encore plus dépendants qu'aujourd'hui de centrales nucléaires et au charbon, de plus en plus vétustes et dangereuses.

Et en 2025 ?

A cette date-là, ce sont quelque 4.100 MW de puissance nucléaire qu'il faudra remplacer par autre chose. C'est bien sûr un défi à relever, mais il est parfaitement réaliste ! L'éolien en mer pourrait fournir, de manière fiable, quelque 4.000 MW, si interconnecté à un réseau éolien en mer du Nord. La cogénération a elle aussi un potentiel de plusieurs milliers de MW. La Belgique pourrait même exporter son excédent de courant propre ! Elle pourrait encore faire beaucoup mieux si elle prenait des mesures ambitieuses pour réduire sa consommation énergétique.

Où en est-on aujourd'hui ?

Seul 1,7% de l'énergie produite en Belgique est aujourd'hui d'origine renouvelable. C'est peu de chagrin. Ceci s'explique en grande partie par la situation de monopole d'Electrabel qui n'investit pour ainsi dire pas dans les renouvelables en Belgique. Et notre pays ne dispose pas non plus d'une politique ambitieuse en matière d'efficacité énergétique. Autrement dit, la Belgique a un grand retard à rattraper et ferait bien de regarder ce qui se passe chez certains de ses voisins, comme l'Allemagne.

La situation n'a pourtant pas toujours été ainsi : au début des années 1980, la Belgique était, avec son parc de

Zeebrugge, à la pointe en matière d'éolien. Elle figurait en tête du peloton, avec le Danemark. Mais alors que ce dernier a continué à miser sur l'éolien, notre pays a préféré investir dans la technologie nucléaire, comme le surgénérateur de Kalkar en Allemagne, et les énergies fossiles...

La Belgique peut-elle rattraper ce retard ?

Oui, et le gouvernement belge semble réaliser aujourd'hui qu'il est grand temps qu'il prenne le train en marche. En 2008, Greenpeace a fait réaliser une étude d'envergure pour montrer le potentiel énorme de l'interconnexion des parcs éoliens offshore de sept pays de la mer du Nord. Ce projet nous garantirait par ailleurs un approvisionnement fiable en énergie : s'il y a peu de vent chez nous, les éoliennes d'un autre pays européen prendraient tout simplement le relais. Même les centrales hydrauliques de Scandinavie pourraient être reliées à un tel réseau. Ce rapport a clairement fait mouche : il existe aujourd'hui un accord entre les chefs d'Etat concernés (dont la

Belgique) pour développer ce projet. Notre ministre du Climat et de l'Energie, Paul Magnette, a pleinement intégré les conclusions de notre étude, puisqu'il mène en ce moment un groupe de travail composé de ses collègues français, néerlandais, luxembourgeois et allemands visant à analyser les modalités de la mise en œuvre de ce réseau. Le projet commence d'ailleurs à prendre doucement forme : il existe déjà un câble entre la Norvège et les Pays-Bas et des discussions sont en cours pour connecter la Belgique à la Grande-Bretagne. Ce projet, qui pourrait être pleinement opérationnel vers 2020, est une chance unique pour la Belgique de rattraper son retard !

Mais est-il réaliste sur le plan financier ?

Oui, depuis des années, les consommateurs belges ont payé des milliards d'euros en trop à Electrabel pour financer les centrales nucléaires et au charbon qui étaient déjà amorties. Tous ces profits illégitimes qu'Electrabel a perçus pendant des années doivent aujourd'hui être récupérés. Le processus est désormais sur les rails mais nous continue-

rons à faire pression pour récupérer encore plus de fonds et surtout pour obtenir qu'ils soient investis dans les énergies renouvelables, dont notre réseau éolien.

Quels sont les autres projets de Greenpeace dans les mois à venir ?

Au mois de juillet, le ministre Magnette publiera une étude sur l'avenir énergétique de notre pays. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que cette étude prenne également en compte le volet efficacité énergétique. La meilleure énergie reste celle que nous ne consommons pas ! Pour le reste, nous suivrons de très près la loi sur la sortie du nucléaire. Nous suivrons également le projet de construction d'une centrale au charbon à Anvers. Il serait absurde de guérir un mal par un autre mal ! Nous pouvons nous passer à terme des énergies polluantes que sont le charbon et le nucléaire. Mais c'est aujourd'hui que nous devons faire les investissements qui s'imposent !

– *Propos recueillis par Caroline Veter*



Réconcilions climat et mobilité

26 avril, 8 heures du mat. 180 m² de gazon sur trois bandes de circulation, des pictogrammes géants et des militants qui lancent un message tous azimuts : le projet d'élargissement (jusqu'à 17 bandes par endroits) du ring de Bruxelles conduit droit au dérapage climatique ! Les militants se retirent rapidement, satisfaits d'avoir lancé le débat, à l'aube des élections régionales 2009. La mobilité, et sa composante climatique, est un impératif pour la prochaine législature.

En fait, l'action sur le ring avait été précédée par des interventions auprès des partis politiques en lice pour les régionales 2009. C'est ainsi qu'André Antoine (cdH), Benoît Lutgen (cdH) et Kris Peeters (CD&V) se sont retrouvés flanqués de militants de Greenpeace réclamant, au nom de la lutte contre les changements climatiques, une autre mobilité. Car, c'est bien de cela qu'il s'agit. Comment et quand nos décideurs vont-ils se décider à réconcilier climat et mobilité ?

Etrange frontière...

En mars 2009, Greenpeace sondait les présidents des partis démocratiques sur leurs intentions pour la future législature⁽¹⁾. Une étrange frontière se dessine... Entre les formations résolument vertes et les autres ? Entre la gauche et la droite ? La réalité poli-

tique belge étant ce qu'elle est, il ressort du devoir pré-électoral rempli par les partis pour Greenpeace que la Flandre traîne un peu plus les pieds quand il s'agit d'engager la Belgique sur la voie de l'après-Kyoto et que la Wallonie joue les bravaches en refusant les projets préjudiciables au climat s'ils ne concernent pas son territoire... En clair, cela donne un Open VLD, un CD&V et un sp.a favorables à l'élargissement du ring de Bruxelles au même titre que la Liste Dedeker et des partis francophones unanimes pour s'y opposer tout en acceptant, pour la plupart, la réalisation de la liaison autoroutière Cerexhe-Heuseux-Beaufays (CHB), à Liège... Ce clivage nord/sud observé dans la manière dont la Belgique s'apprête à lutter contre les changements climatiques risque de porter préjudice à

notre pays tout au long des négociations qui devront mener à Copenhague où devrait se sceller un nouvel accord international sur le climat. Mais il révèle aussi l'impasse dans laquelle la Belgique risque de se trouver si elle doit assumer d'une part des objectifs de réduction de gaz à effet de serre contraignants et développe d'autre part des projets « climaticides ».

C'est précisément contre cet écueil que Greenpeace a voulu mettre en garde. Le secteur des Transports affiche une hausse record de ses émissions de gaz à effet de serre. Cette hausse, observée tant à l'échelon européen que belge (respectivement +28% et +27% pour la période 1990-2006), contraste fortement avec la baisse observée, tous secteurs confondus

Sur le ring de Bruxelles, Greenpeace remplace de manière symbolique la voiture par d'autres moyens de transport.



© GREENPEACE/BELGIË



Des militants font irruption lors du congrès électoral du cdH pour interpeller ce parti : pourquoi une nouvelle autoroute en Wallonie ?

(-3%)⁽²⁾. En d'autres termes, nos modes de déplacements peu respectueux du climat torpillent les efforts réalisés dans d'autres secteurs industriels. La voiture individuelle occupe toujours une place prépondérante et contribue donc à alourdir la facture CO₂.

Pourtant, en Belgique, les projets d'augmentation de nos infrastructures routières ont toujours la vie dure. Le ring de Bruxelles et la liaison autoroutière CHB sont deux projets qui doivent être repensés (voir cadre).

Et l'économie ? Ne risque-t-elle pas aussi de boire la tasse ?

La Région flamande s'est engagée dans un projet d'élargissement – jusqu'à 17 bandes de circulation par endroits – du ring de Bruxelles pour conforter la vocation logistique de la zone aéroportuaire. Or, des économistes renommés⁽³⁾ estiment que l'option 'logistique pure' offre trop peu de valeur ajoutée et ne garantit pas l'emploi tout en demandant des investissements énormes et en présentant un

impact non négligeable sur la santé et l'environnement. Par ailleurs, le risque existe que certaines entreprises, disposant d'une plus-value économique plus élevée, soient découragées par la congestion engendrée par les camions du secteur logistique et préfèrent délocaliser ou ne pas investir dans la région.

Et les bouchons, ne sauteront-ils pas avec deux fois plus de bandes de circulation ?

Des spécialistes de la mobilité sont formels : il ne faudrait pas plus de 3 à 7 ans pour que les files se reforment après une augmentation des infrastructures routières. Et, quand on sait que le nombre de nos déplacements est – à scénario inchangé – appelé à augmenter et même à annuler les avancées réalisées en matière de rejet de CO₂ par véhicule ou de carburants propres⁽⁴⁾, mieux vaut prendre un virage à 180° et s'orienter vers une autre mobilité.

– Elisabeth Loos

⁽¹⁾ voir www.greenpeace.be

⁽²⁾ Transport at crossroads, agence européenne pour l'Environnement EEA, p17.

⁽³⁾ Geert Noels, consultant en macro économie, lors d'une audition au Parlement flamand.

⁽⁴⁾ Communication du Bureau du plan, avril 2009.

⁽⁵⁾ Bénéfices environnementaux liés à l'usage de la voie d'eau à Bruxelles, étude réalisée par la VUB.

Quelles alternatives à des infrastructures routières XXL-CO₂ XXL ?

Les domaines dans lesquels il faut agir sont nombreux, l'objectif principal étant une diminution du trafic automobile. Ils tiennent tant de l'équipement et des infrastructures que de la gestion du trafic ou de la fiscalité liée à l'automobile. Les recettes pour réconcilier climat et mobilité passent ainsi par l'adoption de mesures favorisant une optimisation de notre recours aux voies fluviales et ferroviaires, entre autres pour le transport du fret. Une étude réalisée pour le compte du port de Bruxelles évalue à 680.000 les passages de camions qui pourraient être évités si l'on faisait meilleur usage de cette infrastructure portuaire, soit quelque 50.000 tonnes de CO₂ évitées chaque année !⁽⁵⁾. Les recettes englobent aussi une refonte en profondeur des avantages liés aux voitures de société. Enfin, il a été calculé qu'une simple limitation à 100km/h de la vitesse autorisée sur le ring de Bruxelles permettrait d'éviter l'émission de pas mal de CO₂.

Une simulation du ring de Bruxelles, réalisée par Greenpeace, permet d'évaluer en un coup d'œil les options « climaticide » et mobilité durable.



Ministres des Finances privés de sortie

Début mars, 340 militants investissaient les sorties du bâtiment Justus Lipsius où se tenait le Conseil des ministres européens des Finances. Greenpeace leur demandait de s'accorder sur un mécanisme de financement des pays en voie de développement afin de les aider à lutter contre les changements climatiques et la déforestation et à s'adapter aux conséquences.



« Payez pour la planète ». Pour que les pays en voie de développement freinent leurs émissions de CO₂, il faudra les aider financièrement. Tel était le message délivré par des centaines de militants lors du Conseil des ministres des Finances de mars 2009, à Bruxelles.

Cette aide est fondamentale afin qu'un nouvel accord global sur le climat – devant faire suite au protocole de Kyoto – voie le

jour fin de cette année lors de la conférence des Nations unies de Copenhague. Dans le cadre de cet accord, les pays industrialisés, responsables historiques des changements climatiques, doivent s'engager à réduire collectivement leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici 2020 (par rapport au niveau de 1990). Les pays en voie de développement doivent également participer à l'effort global en acceptant un objectif de réduction de 15 à 30% de leurs émissions d'ici 2020, par rapport aux niveaux d'émissions résultant d'une situation de « status quo ».

Acceptable, cet objectif ? Oui, en contrepartie d'une aide financière des pays industrialisés ! Cette aide devrait s'élever à 110 milliards d'euros par an d'ici 2020. L'Union européenne devrait y contribuer à raison de quelque 35 milliards d'euros par an, en

fonction de sa responsabilité historique et de sa capacité financière à agir. L'action de Greenpeace s'adressait aux ministres des Finances, mais surtout aux chefs d'Etat et de gouvernement devant se réunir 10 jours plus tard, également à Bruxelles. Ces derniers ont été un peu plus concrets que leurs collègues des Finances mais n'ont toujours pas adopté de décision claire sur les mécanismes de financement et les montants à apporter... reportant la décision de trois mois.

Raison de plus pour continuer la pression au sein de l'Union mais également ailleurs dans le monde : le protocole de Copenhague doit devenir un accord climatique sans précédent !

– Fawaz Al Bitar

Vous aussi agissez pour le climat !

Notre campagne *You've got the power*⁽¹⁾ avait pour objectif de mobiliser un plus grand nombre de personnes possibles pour qu'elles agissent en faveur du climat.

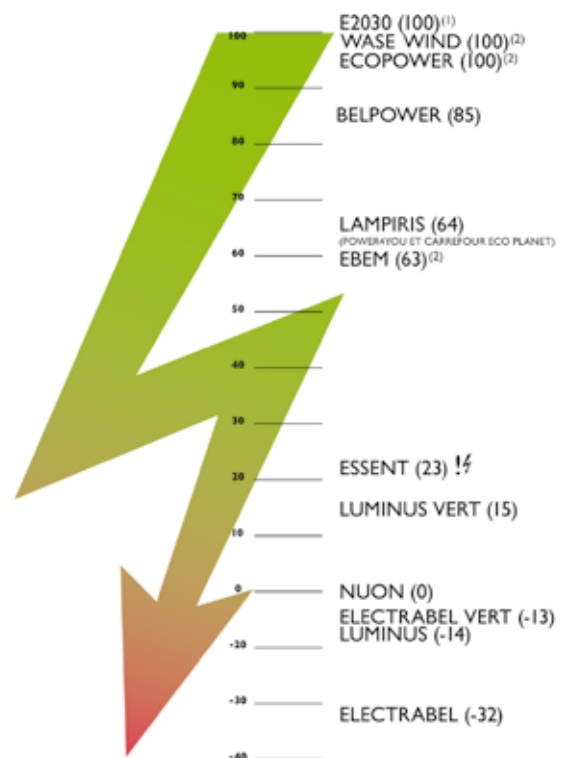
Depuis, vous avez été plus de 8.000 à signer notre appel pour exiger du gouvernement belge qu'il légifère en faveur d'un avenir énergétique durable et investisse dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Merci à vous !

Vous avez été nombreux aussi à nous rendre visite lors de nos « carrousels énergétiques », organisés dans cinq grandes villes de Belgique. Sur place, nos militants vous ont informés, de manière ludique, de la problématique énergétique de notre pays et des alternatives possibles.

Enfin, si vous n'êtes pas encore passé(e) à l'électricité verte, n'hésitez plus ! De la sorte, vous contribuez par un geste concret à la protection du climat.

Toute l'information sur www.greenpeace.be (A vous d'agir).

⁽¹⁾ voir Greenpeace Magazine n°81.



(1) uniquement en Wallonie
(2) uniquement en Flandre

Votre opinion compte

Vous avez été nombreux à nous communiquer vos campagnes favorites de Greenpeace⁽¹⁾. Vous trouverez ci-dessous un aperçu des réactions que nous avons reçues. N'hésitez pas à participer à notre rubrique « Votre opinion compte » ! Votre réaction sera peut-être publiée dans le prochain magazine ou sur www.greenpeace.be.



Mes campagnes préférées sont celles où Greenpeace nous donne toutes sortes de conseils à propos d'une multitude de choses différentes, comme les petits fascicules diffusés par le passé sur les produits à acheter ou non. Il n'est pas toujours facile de distinguer « ce qui est bon » de « ce qui est moins bon ». Et cela concerne aussi bien les produits en bois (maintenant j'en sais beaucoup plus à ce sujet grâce à Greenpeace), le matériel de cuisine, les voitures, les produits cosmétiques, les produits de lessive... Il est vraiment difficile de faire un choix parmi tous les produits disponibles sur le marché et c'est pour cela que je suis contente lorsque Greenpeace diffuse des informations... Mais elle ne le fait malheureusement plus...⁽²⁾. J'aime aussi les campagnes visant à protéger les plus faibles, les animaux...
Merci beaucoup !
Karin V.



J'aime toutes vos campagnes, mais j'ai un faible pour les cétacés. Merci pour les enfants de vos arrières petits-enfants.
Vincenzo v.E.



Je suis apiculteur et je n'apprécie pas du tout vos campagnes anti-nucléaires pour diverses raisons et je suis loin d'être le seul ainsi ! Il existe des problèmes bien plus graves et très urgents. Il y a notamment les très graves dangers d'intoxication mondiale avec les pesticides et les OGM ! Nous sommes tous en grand danger ! La Belgique a le plus haut taux de cancers au monde et pour cause ! Les

pesticides nous empoisonnent déjà dans tout ce que nous buvons et mangeons chaque jour ! [...] Il faut secouer nos politiques afin d'arrêter cette folle agriculture chimique désastreuse pour l'environnement et notre santé en faisant de grosses manifestations contre BAYER, Monsanto, BASF... qui s'enrichissent en escroquant nos agriculteurs avec des produits de plus en plus toxiques et absolument inutiles. Seuls les apiculteurs s'opposent à leurs manipulations diaboliques ! Dans moins de 10 ans, nous savons déjà que nous n'aurons plus une seule abeille vivante si on n'arrête pas cette folie et ce sera la plus grande famine mondiale qui provoquera peut-être notre extinction rapide ! Plus de pollinisateurs et ce sera la catastrophe ! Il n'y a pas que les abeilles qui sont en danger⁽³⁾ !
Philippe H.



Je préfère les campagnes qui me permettent d'agir directement. Bien sûr, une attitude responsable est possible dans tous les domaines mais il me semble que ce sont surtout les campagnes Energie et Substances Toxiques qui donnent des possibilités à tout un chacun d'être un acteur immédiat. En effet, les économies d'énergie à domicile, le choix d'installer des lampes économiques ou de diminuer légèrement son chauffage... Ce sont des initiatives que nous pouvons tous prendre. Quant à la campagne Substances Toxiques, le matériel informatique en constante évolution peut aujourd'hui être acheté en fonction de critères écologiques, évitant ainsi le rejet dans l'environnement d'éléments particulièrement néfastes.
Eric V.



Je suis très touchée par les problèmes de notre planète. J'apprécie surtout les campagnes « macro-écologiques » de Greenpeace. L'océan est un élément crucial, sa modification progressive par notre surexploitation perturbe des équilibres planétaires fondamentaux pour l'épanouissement de l'homme. Ceci vaut aussi pour les forêts, véritables poumons verts de la planète.
Christiane P.



Pour moi, la campagne Climat est aujourd'hui la plus importante. La dérégulation du climat terrestre est à mes yeux le principal problème environnemental. Bouleverser le climat, c'est mettre en péril l'avenir de l'ensemble de l'espèce humaine. Merci de poursuivre votre campagne !
Pascal L.

⁽¹⁾ voir Greenpeace Magazine n°81.

⁽²⁾ vous trouverez bon nombre d'éco-conseils sur www.greenpeace.be (Rubrique A vous d'agir/Consommateur).

⁽³⁾ pour Greenpeace, il est essentiel de continuer à s'opposer aux énergies nucléaires, et fossiles, et de promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Greenpeace mène par ailleurs également campagne contre les organismes génétiquement modifiés et de façon plus globale, pour une agriculture durable, respectueuse de l'homme et de l'environnement. Ces thématiques sont elles aussi cruciales.

Votre opinion compte !

Etes-vous pour ou contre l'énergie nucléaire et pourquoi ?

Faites-nous parvenir dès que possible votre réponse par e-mail : opinion@be.greenpeace.org

■ Participez aux actions de Greenpeace !

Bernard a récemment décidé de s'engager pour la protection des dernières forêts anciennes d'Afrique centrale. A partir d'aujourd'hui, il participera aux actions de Greenpeace pour empêcher que ces forêts ne soient davantage victimes d'abattages illégaux.

Charlotte quant à elle est plus que jamais

favorable aux énergies propres ; via les actions de Greenpeace, elle se bat pour obtenir la fin des énergies polluantes, tout en faisant la promotion des sources plus respectueuses de l'environnement...

Et vous, l'environnement vous tient à cœur et vous souhaitez contribuer, sur le terrain, à sa préservation à long terme ? Alors devenez activiste de Greenpeace !

Pour cela, il vous faudra prendre en considération les aspects suivants :

- La non-violence, l'esprit d'équipe, la sécurité et la motivation sont des principes clés ;
- L'expérience technique (escalade...) constitue un atout mais n'est pas indispensable ;
- Une connaissance de base de l'anglais est la bienvenue ;
- Vous pouvez vous libérer rapidement, surtout en semaine, pour deux à trois jours d'affilée ;
- Vous avez 18 ans au moins et avez terminé vos études secondaires.



C O U P O N - R E P O N S E

Oui, je veux participer aux actions de Greenpeace.

Nom : _____ Prénom : _____

Rue : _____

Boîte : _____ N° : _____ Code postal : _____

Commune : _____

N° de tél : _____ Date de naissance : _____

Adresse e-mail : _____

A renvoyer à : Greenpeace, à l'att. de Caroline Dossche, Chaussée de Haecht 159, 1030 Bruxelles.

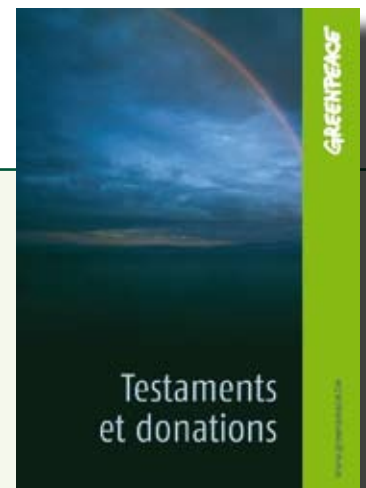
■ Soutenir Greenpeace par un testament ou une donation

Pourquoi devrais-je établir un testament ? Comment faire pour établir un testament ? A combien s'élèvent les droits de succession ou de donation ? Comment soutenir Greenpeace par un testament ou une donation ?

Bon nombre de personnes se posent ces questions au moment où elles décident d'établir un testament ou de faire une donation. Pour y répondre, nous avons édité une brochure, Testaments et donations. La première partie de cette brochure est consacrée aux testaments et donations en général. Nous y attirons notamment votre attention sur l'existence du legs en duo, une formule intéressante qui vous permet de réaliser une importante économie d'impôt. La seconde partie reprend en détail notre mode de fonctionnement et les campagnes que nous menons en faveur de la sauvegarde de l'environnement.

Cette brochure vous offre une mine de renseignements ! Si vous souhaitez la parcourir, vous pouvez la commander sans engagement de votre part en nous renvoyant le coupon-réponse ci-dessous dûment complété ou en contactant directement Raf Drijvers :

raf.drijvers@be.greenpeace.org, tél : 02.274.02.33.



C O U P O N - R E P O N S E

Oui, je souhaite obtenir le document Testaments et donations.

Nom : _____ Prénom : _____

Rue : _____ Boîte : _____ N° : _____

Code postal : _____ Commune : _____

N° de tél : _____ Date de naissance : _____

A renvoyer à : Greenpeace, à l'att. de Raf Drijvers, Chaussée de Haecht 159, 1030 Bruxelles.



GREENPEACE dossier

Été 2009 • Juin - juillet - août

Il est temps de se serrer la ceinture énergétique !

Les scientifiques sont formels : les pays industrialisés doivent réduire drastiquement et rapidement leurs émissions de CO₂. A raison : la planète se réchauffe encore plus vite que prévu. Cet objectif est réaliste et nous ne sommes pas dépourvus de moyens d'action. Ce régime anti-carbone est au cœur de bien des campagnes de Greenpeace. Si notre mission est d'inviter le politique à prendre ses responsabilités et l'industrie à s'adapter sans attendre d'y être contrainte, nous tenons aussi à transmettre des recettes qui permettront de nous mettre à la diète sans rien perdre de notre confort. C'est l'objet de ce dossier. Beaucoup de théoriciens des régimes l'ont démontré : c'est ensemble que l'on obtient les meilleurs résultats. A nos balances anti-CO₂ !

Nos foyers, trop gloutons en énergie

En Europe, le secteur du logement pèse lourd dans notre surcharge carbonique. Pour la Belgique, ce secteur représente à lui seul 20% des émissions de gaz à effet de serre ! Pour permettre à la planète de perdre ses tonnes de CO₂ excédentaires, commençons donc par revoir nos maisons. Comment ? En stimulant l'efficacité énergétique et en optant pour l'électricité verte.

L'efficacité énergétique, c'est l'avenir

La notion d'efficacité énergétique englobe deux aspects : l'efficience et l'anti-gaspi. Autrement dit, un appareil ménager doit, en raison de l'alerte climatique, être efficient, c'est-à-dire conçu pour consommer le moins possible. Et parallèlement, il doit être utilisé judicieusement. L'efficacité énergétique constitue l'un des outils les plus efficaces pour lutter contre les changements climatiques et pour répondre à l'enjeu de l'indépendance énergétique. Elle reste pourtant le parent pauvre de la politique énergétique européenne...

Greenpeace fait pression...

Pour Greenpeace, il est essentiel que les appareils peu gourmands en énergie deviennent d'urgence la norme ! Pour cela, elle fait pression sur les politiques européens

pour qu'ils rendent contraignant leur objectif d'économiser 20% de la consommation d'énergie d'ici à 2020. Les industriels développeront plus facilement des appareils économes s'ils y sont suffisamment contraints. Ils ont besoin de signaux forts et clairs pour réorienter leurs investissements et développer de nouveaux produits !

... et encourage l'ampoule économique

Greenpeace mène également campagne pour montrer que l'efficacité énergétique, ça marche. Pour preuve, sa campagne de promotion de l'ampoule économique. Remplacer une ampoule à incandescence par une ampoule économique peut aujourd'hui paraître pour certains un geste tellement évident qu'il ne faudrait même

plus en parler. Mais beaucoup reste à faire. En Belgique par exemple, le remplacement de toutes les ampoules classiques par des ampoules économiques permettrait d'éviter le rejet d'environ un million de tonnes de CO₂. Plusieurs pays l'ont bien compris et ont déjà annoncé leur décision d'interdire tous les éclairages gourmands en énergie. L'Union européenne s'est pour sa part prononcée, en mars 2009, en faveur du retrait progressif des ampoules à incandescence qui devraient être complètement interdites en 2012.

Les récentes campagnes de Greenpeace ont également fait mouche au niveau des chaînes de magasins : Ikea, Brico et Colruyt sont parmi les magasins à avoir accepté de retirer progressivement de leurs rayons les ampoules traditionnelles.

L'ampoule économique, un moyen judicieux de réduire vos émissions de CO₂.



Perdre du CO₂ en surfant

Vous souhaitez surfer tout en consommant peu d'énergie ? Consultez le guide de Greenpeace pour une électronique verte. Greenpeace y a, entre autres, analysé la politique des différentes firmes électroniques en matière d'efficacité énergétique de leurs produits. Un fabricant est bien noté lorsque ses produits s'avèrent plus efficaces que ce que recommande le standard Energy Star et quand il fournit aux consommateurs une assistance pour réduire sa consommation d'énergie. En tête du classement pour le volet « efficacité énergétique » : Samsung, Motorola, LGE, Nokia et Sony Ericsson. Toute l'information sur www.greenpeace.be (A vous d'agir).



© PAUL LANGRACK / AGENCE LE ZENIT



© GREENPEACE / NINA DITTAJOHN

Et si vous optiez pour l'électricité verte ? Elle constitue un ingrédient de base du régime anti-carbone !

Pensez plus loin, optez pour l'électricité propre

Tous les appareils électriques, même les moins énergivores, consomment de l'énergie. Alors autant que l'électricité qu'ils utilisent provienne de sources renouvelables comme l'éolien, le solaire, la biomasse (bien valorisée)...

En optant pour l'électricité verte, vous améliorez votre bilan carbone tout en transmettant un message important aux producteurs d'électricité et aux responsables politiques. En effet, la production d'électricité vit des moments clés car c'est aujourd'hui qu'il faut investir dans les infrastructures de demain. Si la pression n'est pas assez forte, de nombreux producteurs seront tentés de prolonger la durée de vie de leurs centrales polluantes. Or, l'énergie de demain doit être renouvelable, et toujours utilisée avec parcimonie.

Il y a électricité verte et verte...

Nombreux sont les fournisseurs qui se présentent aujourd'hui comme « verts ». Et ils espèrent bien vous en convaincre. Cependant, le vert des uns n'est pas le vert des autres et cet adjectif ne renvoie pas toujours à la même réalité. La biomasse, c'est une bonne chose. En un mot, il s'agit d'utiliser de la matière organique comme source d'énergie. Mais que dire lorsque la matière organique utilisée est de

l'huile de palme ? En Indonésie, d'où provient la plupart de cette huile, les impacts sur les forêts tropicales sont dévastateurs. Et que dire aussi de la biomasse brûlée en co-combustion avec du charbon dans des centrales de plus de 30 ans, au rendement dépassé ? Ceci revient tout simplement à gaspiller cette précieuse biomasse. C'est pourtant ce qui se passe en Belgique...

Greenpeace milite pour l'électricité verte

Greenpeace a fait pression, et avec succès, pour que l'Union européenne fixe à 20% la part d'énergie consommée devant être d'origine renouvelable d'ici 2020. Que répondre à ceux qui doutent que cet objectif soit réaliste ? D'une part, qu'il faut réduire la demande, donc faire le forcing sur l'efficacité énergétique. D'autre part, qu'il est impératif de suivre pas à pas les différents processus institutionnels, pour s'assurer que l'Europe n'entre pas à reculons dans l'ère d'une énergie propre et durable. C'est ce que fait Greenpeace. Plus concrètement, Greenpeace a simulé les effets positifs de l'interconnexion des parcs éoliens offshore, prévus ou déjà opérationnels en mer du Nord. Les résultats de cette étude ont été transmis tant aux instances européennes que bel-

ges. L'idée de l'interconnexion des parcs éoliens n'est plus de la science-fiction.

■ Agir

Commencez votre régime anti-carbone en chassant progressivement les « gloutons d'énergie » de votre maison et remplacez-les par les produits qui sont les plus performants en termes d'efficacité énergétique (n'hésitez pas à opter pour les appareils de la catégorie A+++). Faites la chasse aux petites lumières rouge ou verte... En partant en vacances, débranchez votre télévision, DVD et ordinateur. Au quotidien, utilisez une multiprise avec un interrupteur. Remplacez progressivement vos ampoules gourmandes en énergie par des modèles peu énergivores. Isolez votre logement.

Vous n'êtes pas encore passé(e) à l'électricité verte ? N'hésitez plus ! Pour vous aider, Greenpeace a établi un classement qui montre clairement quel fournisseur est le plus vert et pourquoi. Si vous achetez votre électricité chez l'un des fournisseurs bien cotés dans ce classement, vous avez la garantie qu'elle contribue à lutter contre les changements climatiques.

Toute l'information sur www.greenpeace.be (A vous d'agir).

Pour le Luxembourg : www.electricite-verte.lu

Voitures et CO₂, c'est toujours la grande bouffe !

Non seulement le transport est un gros émetteur de CO₂ mais c'est aussi un des seuls secteurs qui voit ses émissions augmenter de façon explosive. A combien évaluez-vous l'augmentation de la part de ces émissions au niveau européen, ces 15 dernières années ? 30% ! La voiture reste la principale responsable. Un dégraissage s'impose d'autant plus qu'à l'échelle planétaire, le parc automobile continue à enfler... Cette boulimie hypothèque à plus d'un titre les efforts entrepris pour lutter contre le réchauffement climatique.

En Europe, les voitures appartenant à des particuliers sont responsables de 12% du total des émissions de CO₂. Si l'on ne fait rien, cette quote-part pourrait encore grandir avec le nombre croissant de véhicules et de kilomètres parcourus... Le trafic automobile influence également la qualité de l'air que nous respirons et notre santé. Les raisons de ce régime drastique sont donc nombreuses.

154 g en 2008, 130 g en 2015 : Greenpeace met la pression sur l'Europe

Depuis des années, Greenpeace fait pression sur l'Union européenne pour qu'elle réglemente les émissions des nouvelles voitures. C'est enfin chose faite : elles devront être limitées à 130 g CO₂/km en moyenne à l'horizon 2015 et à 95 g CO₂/km d'ici 2020 (contre 154 g en 2008). Cette mesure est une première, mais elle reste insuffisante pour contribuer à la protection du

climat. Greenpeace continuera à faire pression pour que les objectifs deviennent plus concrets et ambitieux dans le futur.

En Belgique et au Luxembourg, comme d'ailleurs dans d'autres pays, Greenpeace mène des actions épinglant les grands problèmes liés au transport tout en mettant en évidence les alternatives au « tout à l'auto ». L'élargissement envisagé du Ring de Bruxelles est un bel exemple où les autorités belges pourraient bien gouverner à contre-sens. Car il est avéré qu'augmenter l'offre en capacité routière n'a d'autre effet que de stimuler la demande. En d'autres termes, pour éviter la congestion et les files, mieux vaut limiter le nombre de voitures et diversifier nos modes de transport.

■ Agir

Le régime anti-carbone peut se faire au volant ou mieux, en quittant son volant ! Quelques conseils : limitez l'usage de la voiture et empruntez les

transports en commun. Saviez-vous que le tram est la solution la plus efficace sur le plan énergétique ? Pour les petites distances, faites travailler vos jambes plus souvent, grâce à la marche ou le vélo ! Pour se rendre dans les pays voisins, optez pour le train, largement plus respectueux du climat que la voiture et l'avion. Réduisez vos voyages longue distance.

Vous comptez acheter un nouveau véhicule ? Optez pour une voiture plus petite, peu gourmande en énergie. L'impact d'un véhicule automobile sur l'environnement est déterminé par plusieurs facteurs dont les émissions de CO₂ et la présence de particules fines (PM). L'écoscore tient compte de ces différents critères, c'est donc un excellent point de départ pour effectuer votre choix.

Plus d'information sur www.greenpeace.be (A vous d'agir).

Pour le Luxembourg : www.mobiliteit.lu et www.karzoo.lu

Et si l'on empruntait plus souvent des moyens de transport plus respectueux de l'environnement, comme le vélo pour les petites distances ?



Manger autrement pour peser autrement sur la planète

L'agriculture contribue très largement à la production de gaz à effet de serre. En changeant légèrement nos habitudes alimentaires, nous pouvons améliorer notre régime pauvre en CO₂. La recette ? Aussi simple que revoir à la baisse sa consommation de viande par exemple. Rajendra Pachauri, prix Nobel de la Paix et président du GIEC⁽¹⁾, n'a pas manqué de nous adresser ce message délicieusement parfumé à la saveur d'espoir...

Cultiver, transporter, transformer, conserver, emballer, cuire... Un aliment fait gonfler la facture carbone, notamment à travers les postes 'énergie' liés à ces multiples opérations. Une recette à suivre pour soulager l'environnement, c'est bien sûr de consommer des produits de saison et des produits locaux. Mais certains ont été plus loin.

C'est le cas de Rajendra Pachauri qui plaide ouvertement pour des modifications de nos habitudes alimentaires et pour une réduction de notre consommation de viande, par ailleurs salubre pour notre santé.

Selon la FAO⁽²⁾, la consommation mondiale de viande représente 18% des émissions planétaires de gaz à effet de serre.

Comment expliquer cette boulimie de CO₂ ? Par la déforestation notamment : ainsi, 70% des terres auparavant couvertes de forêts en Amazonie sont aujourd'hui occupées par les pâturages pour le bétail. Et qui dit déforestation, dit émissions de gaz

à effet de serre dans l'atmosphère... Sans oublier le méthane produit par le système digestif des ruminants, l'agriculture intensive pour nourrir les animaux, les engrais et les fertilisants, la production de lisier, l'énergie nécessaire pour faire avancer les tracteurs et chauffer les étables, le transport, les emballages...

Le message délivré par le président du GIEC n'a rien de l'endoctrinement. Sa proposition est celle d'une modification de nos habitudes alimentaires et qui trouve tout son sens si l'on considère les équations suivantes : si quelque 6 millions de personnes chez nous se passaient de viande une fois par semaine, elles contribueraient à économiser autant de CO₂ que si l'on retirait de la circulation 500.000 voitures ! Ramené à l'échelon individuel, ce petit changement permettrait d'éviter autant de CO₂ que si l'on se passait pendant une année entière de lave-vaisselle,

de machine à laver, de congélateur, d'aspirateur, de hifi et de TV !

Greenpeace milite en faveur d'une agriculture plus durable

Greenpeace a investi beaucoup d'énergie pour rendre public le scandale des forêts amazoniennes dévastées pour les pâturages et les besoins de la culture intensive du soja. Cette monoculture, peu respectueuse des droits humains, est très largement destinée à nourrir le bétail dans les pays industrialisés.

De façon plus générale, il est essentiel pour Greenpeace d'abandonner l'agriculture industrielle intensive, contribuant fortement aux changements climatiques, au profit de méthodes plus durables, qui privilégient les produits locaux et saisonniers, issus d'une agriculture biologique. C'est ce message que Greenpeace diffuse aujourd'hui aux politiques.

Pourquoi ne pas revoir nos habitudes alimentaires pour peser moins sur la planète ?



⁽¹⁾ Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat.

⁽²⁾ Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

■ Agir

En changeant légèrement vos habitudes alimentaires, vous pourrez réduire facilement et rapidement votre contribution à l'effet de serre. Alors en route pour un régime anti-carbone... à la cuisine ! Pour commencer, limitez votre consommation de viande mais aussi, consommez des aliments produits localement et de saison. Évitez les emballages inutiles, limitez la consommation de plats congelés et préparés, faites vos courses à proximité de chez vous...

Toute l'information sur www.greenpeace.be (A vous d'agir).

Pour le Luxembourg : www.naturata.lu

– Caroline Veter



Vos enfants s'intéressent à l'environnement et à Greenpeace ? Demandez le trimestriel Greenpeace Kids !

En 8 pages, ce magazine informe les jeunes de 6 à 12 ans inclus à propos des activités organisées par Greenpeace pour protéger l'environnement.

Armand et Armelle, deux personnages imaginaires, les entraînent à travers la lecture de Greenpeace Kids. Il y en a pour tous les goûts : carnets de bord de militants en action, dossiers sur l'un ou l'autre sujet d'environnement, interviews, conseils pour préserver l'environnement, concours...



**Vos enfants sont partants pour recevoir Greenpeace Kids ?
N'hésitez plus et contactez-nous au : 02 274 02 40.**

Greenpeace Kids leur parviendra en même temps que votre Greenpeace Magazine habituel, sans frais supplémentaires.

Si vos enfants reçoivent déjà Greenpeace Kids, vous ne devez rien faire. Ils continueront à recevoir leur magazine, comme c'est le cas aujourd'hui.



Soutenez-nous ! 001-1380706-84

Greenpeace - Chaussée de Haecht 159 - 1030 Bruxelles - tél : 02.274.02.00

GREENPEACE

www.greenpeace.be